

1767 : une belle grève de femmes à Poullaouen

L'Emsavadenn

16 avril 2024

Article inédit | Ballast

Les relations entre l'histoire des femmes et celle du mouvement ouvrier sont mal définies. Longtemps, les luttes des femmes et la façon dont elles ont pu contribuer à celles du mouvement ouvrier ont été invisibilisées, — ce, d'autant plus qu'elles étaient issues des classes populaires et non lettrées. Ré-écrire le récit des combats sociaux d'un point de vue féminin et reconstituer une mémoire amputée est donc aujourd'hui un enjeu révolutionnaire. Ainsi de la lutte des travailleuses des mines de Poullaouen qui en 1767 parviennent, en organisant un arrêt du travail, à arracher à une grande compagnie dirigée par des nobles et des bourgeois une amélioration de leurs salaires. ≡ Par L'Emsavadenn



« Nous nous embarrassons peu de leur révolte ; nous sommes persuadés qu'elle ne tiendra pas, et quand il en devrait être autrement, nous nous en mettons peu en peine, nous y remédierons¹. » C'est en ces termes qu'il y a 257 ans, les actionnaires parisiens de la Compagnie des mines de Basse-Bretagne discutaient, avec une insouciance et une suffisance bourgeoises, des ouvrières des ateliers de Poullaouen et du début de leur lutte. Lutte qui pourrait être en fait considérée comme la première grève féminine de l'Histoire. Car, au



premier mois de l'an 1767, un cri insoupçonné vient briser la quiétude du village bas-breton : « *Re zo 're !* » (« Trop, c'est trop ! » en breton). Les structures poullaouennaises de la Compagnie sont à l'arrêt, un phénomène se produit : une trentaine d'ouvrières seulement cessent de trimer, mais, à elles seules, mettent un terme aux gains financiers des dirigeants de l'entreprise. Des femmes du tiers état sabotent donc la réussite d'une poignée d'exploiteurs de la capitale mais aussi d'Allemagne (des ingénieurs sur place) qui spolient les terres et pillent les ressources de la Bretagne, amorçant une transformation sociale et environnementale dont on connaît aujourd'hui les répercussions.

Nous sommes à Poullaouen, une petite bourgade du Poher (centre Bretagne, actuel Finistère), qui abrite à sa périphérie un site minier non négligeable en cette époque proto-industrielle. En effet, les mines de Poullaouen font partie d'un complexe plus vaste, s'étendant notamment sur les communes voisines du Huelgoat et de Locmaria-Berrien. Celui-ci fait de la Compagnie une véritable entreprise charnière dans le domaine de l'extraction et de la mise en circulation de plomb et d'argent à l'échelle nationale. Les infrastructures de Poullaouen, qui forment la « *deuxième mine de France* » au XVIII^e siècle, occupent également la seconde place au classement des établissements les plus importants de l'ancien duché, après les arsenaux de Brest. Ce site est donc crucial dans l'économie bretonne. Ce bref tour d'horizon pourrait donner l'impression d'une prospérité inébranlable et bénéfique à toutes celles et ceux demeurant dans les environs, profitant éventuellement d'une stabilité économique due aux activités des mines qui offrent emplois et « attractivité », dirions-nous de nos jours.

« Au premier mois de l'an 1767, un cri insoupçonné vient briser la quiétude du village bas-breton : « *Re zo 're !* » (« Trop, c'est trop ! »). Des femmes du tiers état sabotent la réussite d'une poignée d'exploiteurs de la capitale. »

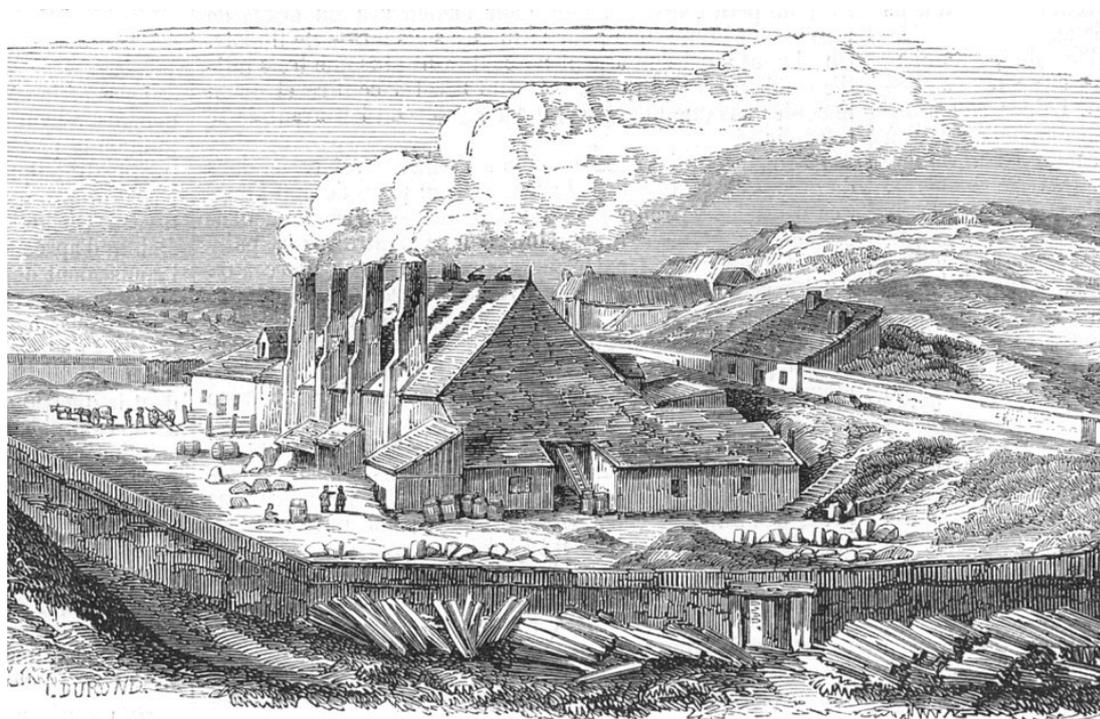
Tout cela est en fait trompeur ; en témoigne l'agitation décrite plus haut. Une anomalie s'est, semble-t-il, immiscée en Bretagne en cette seconde partie du siècle des Lumières. La province aux neuf *broioù* (les pays traditionnels qui constituent la Bretagne) n'est certes pas exempte de conflits sociaux et d'événements contestataires à l'époque moderne (on pense notamment à la [révolte des Bonnets rouges de 1675](#), qui n'est absolument pas anecdotique). Mais la révolte dont nous traiterons tout au long de cet article n'est précisément pas à l'image de ces conflits-là et se démarque de jacqueries ou de meurtres plus habituels. Ce mouvement, mené exclusivement par des femmes



issues d'un milieu populaire au sein d'une entreprise qui est loin d'être économiquement insignifiante, n'est pas ordinaire. Longtemps restée dans l'oubli, la grève de 1767, avec ses conséquences considérables et sa portée symbolique, refait surface pour s'imposer comme événement majeur de l'histoire ouvrière et féminine en Occident.

La Bretagne au XVIII^e siècle : la fin d'un « âge d'or » relatif

Le XVI^e et le XVII^e siècles voient fleurir une Bretagne naviguant à contre-courant de l'ensemble du royaume de France. Elle va dans le sens du « progrès » et du « développement » — du futur capitalisme, en somme. L'heure est à la croissance, aussi bien en termes de démographie que d'économie. Pourtant, l'Armorique (une expression désignant dans l'Antiquité un territoire plus ou moins équivalent au Grand Ouest d'aujourd'hui, et qui a ensuite été utilisée dans le langage courant comme synonyme de Bretagne) commence alors à subir une perte d'autonomie politique, culturelle et économique. En 1789, elle sera définitivement privée de son parlement. La monarchie française est en effet de plus en plus centralisatrice, le pouvoir royal devient absolu et l'État tend à s'imposer dans la plupart des domaines. Mais la Bretagne tient bon. Elle compte un peu plus de deux millions d'habitants (presque un dixième de la population nationale) et nourrit à elle seule « *quasiment 10 %* » des Français et Françaises. La région est également un des grands foyers de la production et de l'exportation de textiles en France ainsi que dans l'Europe entière. Il faut ici rappeler l'existence du commerce triangulaire, dont des villes comme Nantes tirent des avantages incommensurables².



Néanmoins, cette opulence n'est que relative. La Bretagne n'échappe pas tant à la règle que cela : elle subit une société fondée sur des ordres où noblesse et clergé dominant un tiers état paysan qui en pâtit. En bref, c'est « *moins pire qu'ailleurs*³ » mais la majeure partie des habitants est précaire et n'est évidemment pas libérée de la tyrannie des ordres occupant le haut de la pyramide sociale. Au XVIII^e siècle, les changements sont drastiques. La population augmente toujours mais moins qu'auparavant et la Bretagne souffre d'une surmortalité (infantile notamment). La situation économique, elle, se détériore. En parallèle, un prolétariat urbain voit le jour. Toutefois, en Bretagne, il est une entreprise qui se porte très bien en ce temps-là et est particulièrement rentable, réalisant des bénéfices qui « *atteignent [...] les 270 000 livres en 1767*⁴. » Il s'agit évidemment de la Compagnie des mines de Basse-Bretagne. Ce n'est que quelques décennies avant la grève que la mine de Poullaouen a ouvert, en 1732. Plomb et argent sortent alors non pas de la mine elle-même mais des ateliers où sont travaillés des minerais de galène. La main-d'œuvre est, dans cet ensemble extractiviste, mixte : les femmes ne sont qu'environ 130 sur plusieurs centaines d'ouvriers (approximativement 650). Elles sont, comme beaucoup, des paysannes payées à la journée⁵.

Les fonctions qu'elles assurent sont totalement indispensables au processus global de production. Elles consistent dans le triage et le lavage des minerais remontés des gisements de sulfure de plomb. Au vu des conditions de travail auxquelles elles sont



soumises et pour une raison que nous expliciterons plus bas, ce sont en fait les « casseuses » qui se mettent en grève (elles seront une trentaine, c'est-à-dire l'entièreté de cet effectif). Au cœur des ateliers de « cassage » de la galène, elles emploient deux méthodes : d'une part, elles usent du *bocard* (instrument de cassage), de l'autre, plus intuitive, de la destruction des solides à l'aide de marteaux pesant souvent plusieurs kilos. Ce travail est physique, « *harassant* » et a cours sur un, voire les deux tiers de la journée, parfois dans un froid piquant. Il est effectué debout, mais aussi les mains dans de l'eau glaciale (lavage obligatoire) et « *particulièrement corrosive* » (elle contient, en toute logique, du sulfure). Les ouvrières contractent de même de par leur travail des maladies, telles que la tuberculose et la silicose, puisqu'elles respirent « *continuellement de la poussière de roche* ». Aussi, les ouvrières-paysannes marchent des kilomètres des champs jusqu'aux ateliers, les épuisant avant même l'heure de l'effort productif.

« Début 1767, un aléa climatique surgit : les eaux servant au lavage ne sont plus glaciales, mais gelées. La production est bloquée. Les travailleuses profitent de ces circonstances pour lancer leur grève, sans préavis. »

Alors qu'elles ont déjà peu de droits, on tente de les priver de jours de repos (le dimanche et le jour de Noël), elles sont payées une misère, moins que les hommes, et leurs salaires baissent même quelquefois. Ces rabais sont dus à des tâches que la hiérarchie considère comme mal effectuées ou bien relèvent de décisions arbitraires, comme en janvier 1767. La direction, des nobles et des grands bourgeois, souhaite précariser la main-d'œuvre afin de maximiser leurs propres gains. Elle décide alors d'« *aligner les salaires* » des ouvrières de Poullaouen « *sur [ceux] [d]es casseuses qui ont exactement les mêmes fonctions à Huelgoat⁶* ». Grossière erreur, au vu de la suite...

Des gelées à la grève

Début 1767, un aléa climatique surgit : les eaux servant au lavage ne sont plus glaciales, mais gelées. Les casseuses vont alors faire preuve d'une grande intelligence, prenant de cours des contremaîtres et des patrons qui les perçoivent comme des « *animaux* », et aussi « *bornées* » que violentes. Les eaux étant gelées, la production est d'ores et déjà bloquée. Les travailleuses profitent de ces circonstances pour lancer leur grève, sans préavis, une fois les eaux de nouveau utilisables. Les pertes pour les bourgeois propriétaires s'accroissent ainsi, ce qui met d'office la Compagnie en difficulté. Un contretemps naturel exploité avec astuce pèsera dans le rapport de force entre grévistes et direction. Deux autres éléments viendront appuyer la lutte des grévistes : la

proposition d'un soutien financier, sous forme de caisse de grève, de la part des responsables paroissiaux des alentours (qui sont eux-mêmes en conflit depuis quelques années avec la Compagnie) ; et des assassinats de supérieurs hiérarchiques et de nantis plus tôt dans la décennie, ainsi que des « vols et même des sabotages », dont se souviennent les patrons, les rendant réticents à un durcissement de leur position vis-à-vis de la grève par crainte de représailles⁷.



Mis à part ces légers avantages, les grévistes ne disposent pas de leviers conséquents : elles sont dominées dans le foyer, dans l'entreprise et dans tous les autres champs de la société. Certes, il existe bien des corporations, mais cela est très rare dans la France du XVIII^e en ce qui concerne les femmes³ et nous n'avons aucune preuve de la présence d'une éventuelle corporation féminine aux mines de Poullaouen. De plus, contrairement à des thèses parfois avancées lorsque l'on traite de la Bretagne des siècles passés, leur lutte n'est en rien facilitée par l'existence d'un « matriarcat breton » qui leur aurait donné une puissance particulière⁸. Toutefois, elles ne sont pas découragées par leurs époux, à qui la Compagnie aurait demandé, ou pensé à demander, de l'aide afin de mettre un terme au mouvement³. Néanmoins, les raisons de cette inaction de la part de leurs maris relèvent justement de structures patriarcales. Les ouvriers redoutent en fait le travail féminin : ils y voient une concurrence, les femmes étant moins rémunérées et travaillant davantage. La misogynie structurelle fait son œuvre. Ils perçoivent aussi leur



présence dans les ateliers comme une dévalorisation de leur labeur⁹, voire comme un vol de capital, en l'occurrence le capital le plus facilement mobilisable pour tout homme prolétaire et/ou subalterne : sa virilité, son « capital guerrier¹⁰ » dans une certaine mesure. Une véritable petite crise de la masculinité donc¹¹.

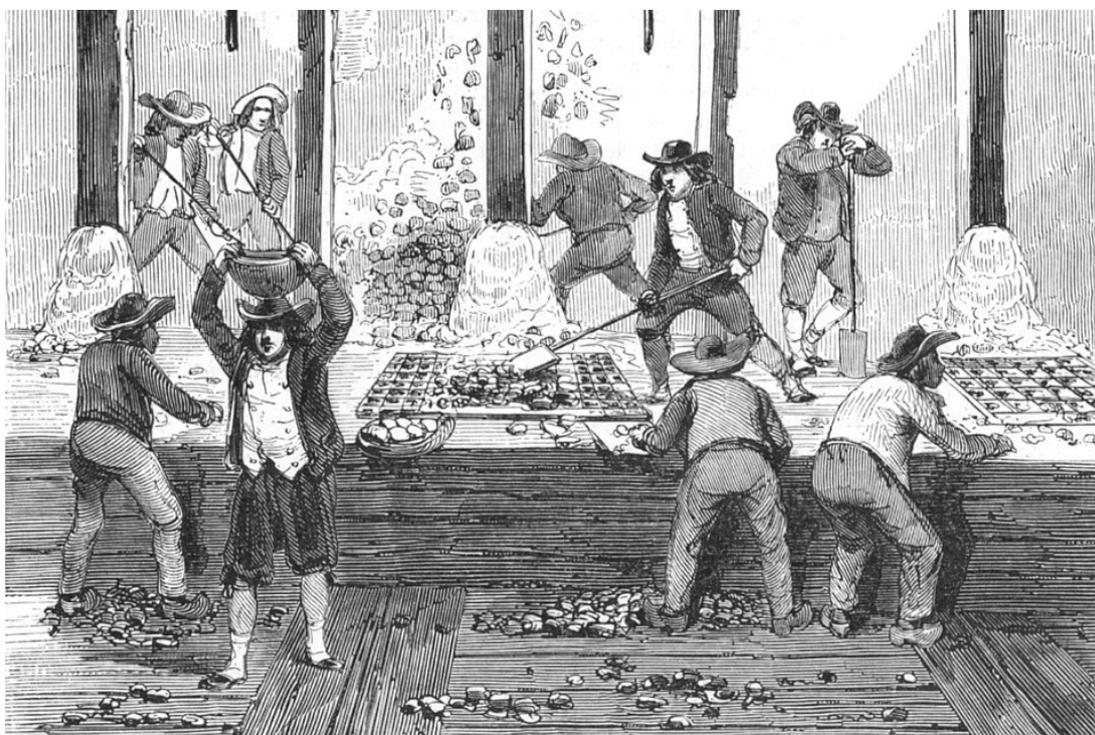
En outre, le revenu ouvrier n'est pas toujours indispensable, là où le revenu paysan, lui, l'est¹². Même si les travailleurs agricoles du tiers état ont en général besoin d'un second salaire, les femmes ne sont selon leur conjoint pas de trop à la maison ou dans les champs. À cela s'ajoute le fait que celles qui exercent un emploi « *ne [sont] pas vues comme des génératrices de revenus mais comme des pourvoyeuses de services largement non rémunérées au sein de la famille³* ». Les hommes auraient peut-être préféré qu'elles soient licenciées, qui sait ? Les grévistes n'étaient donc guère soutenues dans leur lutte, prises dans un étau où certains hommes voulaient les maintenir dans leur foyer là où d'autres souhaitaient les ramener dans les ateliers. À vrai dire, cette grève féminine est annonciatrice du sort de celles des siècles suivants, qui seront la plupart du temps décriées. La solidarité de classe qui aurait pu se manifester chez les hommes prolétaires était absente de cette grève. Dommage, d'autant plus lorsque l'on sait qu'à l'été, les fondeurs des mines de Poullaouen porteront des revendications proches (hausse des salaires) et obtiendront directement gain de cause, la Compagnie en ayant assez de batailler en 1767.

La victoire des ouvrières-paysannes de Poullaouen

« Le mouvement de 1767 à Poullaouen constitue un point important de l'histoire féminine, de l'histoire ouvrière, de l'histoire paysanne ainsi que de l'histoire de la Bretagne. »

Cinq semaines de lutte sans pause et de détermination sans faille. Voici la durée et la teneur de cette grève. Finalement, les grévistes triomphent : leur salaire ne connaît pas de baisse. Une interrogation subsiste néanmoins : pourquoi n'y a-t-il pas eu de répression, sachant que le droit de grève n'existait pas et que la révolte des ouvrières n'était pas armée ? Nous savons que les grévistes devenaient au fur et à mesure d'« *une absolue nécessité* » pour la direction. Cette dernière avait compris, enfin, qu'elle n'était que peu de choses sans elles. Probablement, la Compagnie ne désirait pas non plus licencier ces travailleuses qui étaient plus rentables que des travailleurs. Les actionnaires avaient, en plus, peur de ne plus pouvoir les réembaucher, pensant qu'elles commençaient à apprécier la paresse³. Des raisons où s'entremêlent donc exploitations de genre et de classe.

Nous avons jusque-là fait usage du mot « grève ». Même si le terme ne fut inventé que plus tard, s'il est communément (et à tort) lié, dans l'imaginaire collectif, aux syndicats et si le droit de grève ne fut arraché par la lutte qu'en 1864, nous pouvons considérer ce mouvement comme une grève, dans le sens d'une « *cessation collective et concertée du travail*¹³ » dans le but d'obtenir des droits économiques et/ou politiques, des hausses de salaire, de meilleures conditions de travail, pour les grévistes menant cette même grève ou bien par solidarité avec d'autres travailleurs et/ou combattants politiques. La qualification de « grève » est donc ici anachronique sans pour autant être tout à fait incorrecte. On objectera qu'il vaudrait mieux parler de « coalition », quoique cette expression ne soit pas équivalente à celle de « grève ».



Cependant, nous avons bien là affaire à une grève exclusivement féminine. Mais est-elle véritablement la première de l'Histoire ? Nous sommes en droit d'en douter. Car Edmond Monange¹⁴, celui qui, en premier, affirme cela, n'a pas cherché plus loin avant de décréter que la grève de 1767 était la première strictement féminine de l'Histoire. Dans un premier temps, il est clair que cela soulève d'abord la question de l'androcentrisme propre au milieu de la recherche. Nous n'avons que trop peu de données quant à l'existence de grèves ou de révoltes des femmes à travers l'Histoire, ce qui rend difficile la caractérisation de « première grève féminine de l'Histoire ». Ensuite, il est clair que Monange a ici fait preuve d'ethnocentrisme : n'y a-t-il pas eu d'événements similaires en



dehors de l'Occident ? Enfin, il est aussi limpide que cela ne concerne que les « grèves » à son époque recensées : n'y en a-t-il pas eu d'autres, qu'on ignorait alors ?

Toujours est-il que le mouvement de 1767 à Poullaouen constitue un point important de l'histoire féminine, de l'histoire ouvrière, de l'histoire paysanne ainsi que de l'histoire de la Bretagne. Il détonne de surcroît de par son contexte défavorable, de par son caractère exceptionnel, de par sa durée (qui dépasse de loin la moyenne de celles des grèves féminines du XIX^e siècle, qui est de 8,5 jours) et de par le nombre de grévistes mobilisées (une trentaine, contre « 194 en moyenne » au XIX^e siècle). C'est donc une véritable prouesse féminine et populaire, qui a de quoi inspirer.

Illustrations de l'article : gravures extraites de *L'Illustration*, 14 juin 1845

Rebonds

- ≡ Lire notre portrait : « [Anjela Duval, la faux et les mots](#) », Juliette Rousseau, avril 2024
- ≡ Lire notre rencontre avec le Planning Familial : « [Les grévistes nous racontent](#) », avril 2023
- ≡ Lire notre traduction : « [Femmes en grève : vers un nouveau féminisme de classe ?](#) », mars 2022
- ≡ Lire notre article « [Pour une lutte de classes intersectionnelle](#) », Michael Beyea Reagan, octobre 2021
- ≡ Lire notre traduction « [Winstanley, chrétien et précurseur du socialisme](#) », John Gurney, octobre 2021
- ≡ Lire notre entretien avec Aurore Koechlin : « [Aucune révolution féministe sans renversement de classes](#) », février 2021
- ≡ Lire les bonnes feuilles « [Des égales dans la lutte des classes](#) », Clara Zetkin, février 2021

1. Extraits des lettres échangées entre les actionnaires de la Compagnie et la direction locale des mines. Vincent Daumas, spécialiste des mines ayant popularisé l'histoire de cette grève, y fait référence au cours de sa conférence ainsi qu'au sein de l'article qu'il a rédigé dans *Le Peuple breton*.[↩]
2. Jean Tanguy, « Les révoltes paysannes de 1675 et la conjoncture en Basse-Bretagne au siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, vol. 82, n° 4, 1975 et Jean Tanguy et Alain Croix, Thierry Guidet, Gwenaël Guillaume et Didier Guyvarc'h, *Histoire populaire de la Bretagne*, Presses universitaires de Rennes, 2019.[↩]
3. *Ibid.*[↩][↩][↩][↩][↩]



4. Patrick Clarke de Dromantin, *Les Réfugiés jacobites dans la France du XVIII^e siècle. L'exode de toute une noblesse pour cause de religion*, Presses universitaires de Bordeaux, 2005.[↔]
5. Sur environ 650 employés en 1767, Vincent Daumas estime que « 90 % sont des journaliers » et des « paysans bas-bretons ».[↔]
6. Vincent Daumas, réf. cit.[↔]
7. Dominique Godineau, *Les Femmes dans la France moderne, XVI^e-XVIII^e siècle*, Armand Colin, 2015.[↔]
8. Voir les travaux d'Anne Guillou, *Pour en finir avec le matriarcat breton. Sur la condition féminine*, Skol Vreizh, 2017.[↔]
9. Joan W. Scott, « L'ouvrière, mot impie, sordide », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 83, 1990.[↔]
10. Thomas Sauvadet, *Le Capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Armand Collin, 2006.[↔]
11. Francis Dupuis-Déri, *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace*, Éditions remue-ménage, 2018.[↔]
12. Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, 1998.[↔]
13. Stéphane Sirot, *La Grève en France. Une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle)*, Odile Jacob, 2002.[↔]
14. Professeur agrégé d'histoire et auteur d'une thèse intitulée « Une entreprise industrielle au XVIII^e siècle : les mines de Poullaouen et du Huelgoat (1732-1791) ».[↔]